

Franck Devulder,
président des Spécialistes-CSMF

Plus de trois mois après les débuts de la pandémie, comment jugez-vous la gestion de crise menée par les pouvoirs publics ?



Franck Devulder,
président des Spécialistes-CSMF

« *Les spécialistes veulent retrouver leurs patients* »

Cette crise sanitaire est, à bien des titres, un événement sans précédent dans l'histoire de notre pays. En raison des nombreuses incertitudes scientifiques liées à la nature du virus, le gouvernement est obligé de piloter à vue. Il doit prendre des décisions politiques pour un redémarrage du pays, y compris en ne suivant pas les recommandations des experts. Dont acte. S'il n'est pas encore temps d'une analyse en détail, nous avons néanmoins des critiques à formuler. D'abord, bien sûr, il faut rappeler le cynisme de la communication sur les masques et équipements de protection. Le gouvernement s'est réfugié derrière des considérations pseudo-scientifiques pour dissimuler la pénurie, avant de changer son fusil d'épaule : aujourd'hui, le port du masque pour tous dans l'espace public devient la règle ! Ensuite, l'organisation des soins dans les territoires s'est heurtée aux pesanteurs des ARS, qui ont freiné dans de nombreuses régions la capacité des acteurs de terrain à s'impliquer dans la prise en charge des patients COVID+. A titre d'exemple, j'ai réalisé une enquête auprès de confrères, qui indiquent que la moitié d'entre eux n'ont pas été associés aux parcours de soins dédiés au COVID, alors qu'ils étaient disponibles. Et parmi ceux qui l'ont fait, beaucoup n'ont pas perçu la rémunération forfaitaire prévue, car ils n'étaient pas réquisitionnés ! Enfin, il faut dénoncer la vision hospitalo-centrée des pouvoirs publics : de nombreuses cliniques, qui se sont organisées pour participer à la prise en charge, sont restées à moitié-vides, à défaut d'adressage de patients par les ARS et les établissements publics.

Avec le déconfinement, les spécialistes vont avoir fort à faire pour prendre en charge les soins déprogrammés durant deux mois. Comment s'y prendre ?

En effet, et là encore, il faut déplorer la communication négative du gouvernement, qui a initialement incité les patients

à ne pas se rendre chez leurs médecins de ville ! Les spécialistes doivent se mettre en ordre de bataille pour reprogrammer le suivi de leurs patients, échanger avec les médecins traitants pour prioriser la file active des rendez-vous et limiter au maximum les inévitables pertes de chance chez certains patients. Nous attendons un soutien, avec notamment une revalorisation et un élargissement de la téléexpertise, dont nous discutons actuellement les modalités avec l'assurance-maladie. Nous attendons également un réinvestissement des cliniques pour qu'elles participent activement au rattrapage des soins. Dans plusieurs régions, des établissements annoncent une réduction des vacations, sous prétexte de gestes-barrière et de pénurie de produits anesthésiants : veut-on faire payer les patients et retarder encore des soins, alors que la situation devient urgente pour une partie d'entre eux ? Par ailleurs, les pouvoirs publics doivent augmenter le programme de soutien économique aux cabinets de médecine spécialisée, dont le niveau de charges est très élevé. Ce qui a été annoncé par le ministre de la santé n'est pas suffisant.

Après la crise, faudra-t-il revoir les fondements de l'organisation du système de santé, et notamment la place des médecins spécialistes libéraux ?

C'est évident, et nous travaillons d'ores et déjà sur l'après-COVID chez les Spécialistes-CSMF. Cette crise sanitaire offre une opportunité unique d'accélérer la transformation du système de santé. Le foisonnement d'innovations technologiques et organisationnelles est extraordinaire, comme en témoigne par exemple la pratique de la télémedecine. Nous devons parvenir à les intégrer dans nos pratiques, avec des objectifs-clé : améliorer les parcours de soins, renforcer la coordination inter-professionnelle et le partage de l'information, reconnaître et valoriser la qualité et la transparence des actes, inciter massivement les médecins libéraux à concevoir des organisations souples et adaptées aux spécificités des territoires de santé. Dans ce but, il faudra investir, notamment pour le déploiement des équipes de soins spécialisés. Et il faudra, bien sûr, consacrer davantage de moyens à la prévention des risques et à l'anticipation des menaces épidémiques.